



**Conseil Economique
et Social**

Distr.

~~GENERALE~~

E/CN.4/1986/29/Add.1
20 décembre 1985

FRANÇAIS

Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET
LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément aux dispositions
de l'article VII de la Convention

Additif

PEROU^{1/}

[Original : espagnol]

[15 juillet 1985]

L'article 80 de la Constitution dispose que l'Etat a, entre autres, le devoir de garantir le plein respect des droits de l'homme. Un rôle spécial est confié à cette fin au pouvoir judiciaire, au Ministère public, qui veille à l'indépendance des organes judiciaires et défend les individus face à l'administration, au Conseil électoral national, au Tribunal des garanties constitutionnelles et à la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés.

Pour mieux assurer le plein respect des droits de l'homme, les organes législatifs ont promulgué une série de lois telles que la loi relative au droit de vote des analphabètes, la loi sur les mesures visant à accélérer les procédures judiciaires, la loi portant création de la Commission d'examen des recours en grâce, la loi organique relative au Ministère public, la loi portant création d'un nouveau Ministère de la justice, et la loi organique instituant le Tribunal des garanties constitutionnelles. Il faut signaler aussi l'adoption d'une nouvelle loi sur les recours d'amparo et l'habeas corpus et souligner que toutes ces lois ont pour objet de garantir le respect effectif des droits de l'homme. En outre, le Parlement est saisi d'une série de projets de lois et de codes qui devront permettre d'assurer l'application des nouvelles dispositions de la Constitution actuellement en vigueur dans le pays.

^{1/} Le rapport initial présenté par le Gouvernement péruvien (E/CN.4/1983/24/Add.12) a été examiné par le Groupe des Trois à sa session de 1983.

Au Pérou, les droits de l'homme sont scrupuleusement respectés et les organes législatifs sont actuellement chargés de doter le pays d'une nouvelle législation visant à assurer une meilleure application des dispositions constitutionnelles, ou encore à adapter les dispositions en vigueur.

Le Pérou s'acquitte des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid à laquelle il est partie.

Pour ce qui est des dispositions de la Convention, il convient de préciser les points ci-après, en réponse au questionnaire distribué à cette fin :

- I. Mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres prises pour donner effet aux dispositions ci-après de la Convention
- a) L'apartheid est un crime contre l'humanité et les actes inhumains résultant des politiques et pratiques d'apartheid et autres politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, définis à l'article II de la Convention, sont des crimes qui vont à l'encontre des normes du droit international, en particulier des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, et constituent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales

Il convient de rappeler que le Gouvernement péruvien considère l'apartheid comme un crime contre l'humanité, tel qu'il est défini dans la Convention, étant donné que, conformément à la Constitution péruvienne, la Convention fait partie de la législation interne au même titre que les normes constitutionnelles; en conséquence, le Gouvernement péruvien considère que l'apartheid constitue une grave violation du droit international et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement péruvien signale à ce sujet que l'article 2 de la Constitution péruvienne stipule que toute personne a droit "à l'égalité devant la loi, sans distinction aucune pour des raisons de sexe, de race, de religion, d'opinion ou de langue. L'homme et la femme ont des chances et des responsabilités égales. La loi reconnaît à la femme des droits qui ne sont pas moindres que ceux de l'homme".

Il faut également souligner qu'il est interdit, au Pérou, de mentionner l'origine raciale d'un individu dans les documents officiels. Par ailleurs, l'article premier (paragraphe e)) de la nouvelle Loi sur l'enseignement, en date du 10 mai 1982, stipule qu'il est interdit "sous peine de sanction, d'exercer une forme quelconque de discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion, l'appartenance politique, la langue, l'emploi, l'état civil ou la situation sociale ou économique de l'élève ou de ses parents".

- b) Les Etats parties déclarent criminels les organisations, les institutions et les individus qui commettent le crime d'apartheid

Les dispositions ci-dessus de la Convention font également partie de la législation interne du Pérou.

- c) Obligation, prévue à l'alinéa b) de l'article IV de la Convention, visant à prendre des mesures législatives, judiciaires et administratives pour poursuivre, faire juger et punir conformément à leur juridiction les personnes responsables ou accusées des actes définis à l'article II de la Convention, qu'elles résident ou non sur le territoire de l'Etat dans lequel ces actes ont été perpétrés, et qu'il s'agisse de ressortissants de cet Etat ou d'un autre Etat ou de personnes apatrides.
- d) L'article de la Convention, selon lequel sont tenus pour pénalement responsables sur le plan international, et quel que soit le mobile, les personnes, les membres d'organisations et d'institutions et les représentants de l'Etat, qu'ils résident ou non sur le territoire de l'Etat, qui 1) commettent les actes mentionnés à l'article II de la Convention, participent à ces actes, les inspirent directement ou conspirent à leur perpétration, 2) favorisent ou encouragent directement la perpétration du crime d'apartheid, ou 3) y coopèrent directement.
- e) Engagement pris par les Etats parties en vertu de l'article XI de la Convention, visant à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur, dans le cas des actes énumérés à l'article II de la Convention

Pour ce qui est des points susmentionnés, il convient de signaler que le paragraphe 2 de l'article 2 de la Constitution stipule que tous les individus sont égaux devant la loi et qu'en conséquence les dispositions du Code pénal s'appliquent également aux Péruviens et aux étrangers.

L'article 109 de la Constitution dispose que "l'extradition n'est accordée que par le pouvoir exécutif, sur l'avis de la Cour suprême. Ne font pas l'objet d'extradition les responsables de délits politiques ou d'actes du même type. Les actes relevant du terrorisme, du magnicide et du génocide n'entrent pas dans cette catégorie. La demande d'extradition est rejetée s'il existe suffisamment d'éléments de preuve pour considérer qu'elle a pour but de poursuivre ou de punir un individu pour des raisons fondées sur la race, la religion, la nationalité ou l'opinion".

- f) Obligation énoncée à l'article IV a) de la Convention, visant à prendre toutes les mesures, législatives ou autres, nécessaires pour empêcher que le crime d'apartheid et autres politiques ségrégationnistes semblables ou leurs manifestations ne soient encouragés de quelque manière que ce soit, ainsi que pour éliminer tout encouragement de cette nature et pour punir les personnes coupables de ce crime.

Selon l'ordre juridique national, sont nuls les actes commis en violation des normes constitutionnelles. Dans ce cas, les dispositions de la Convention elle-même s'appliquent, puisque, comme il a déjà été indiqué, elles ont valeur de normes constitutionnelles.

En outre conformément à l'ordre juridique interne, comme il a déjà été signalé, il est possible de recourir non seulement aux instances judiciaires locales, mais aussi aux tribunaux ou aux organismes internationaux créés en application des traités auxquels le Pérou est partie, comme il est indiqué à l'article 305 de la Constitution.

II. Mesures législatives, judiciaires, administratives et autres adoptées pour veiller à ce que l'Etat partie s'acquitte de l'obligation énoncée à l'article VI de la Convention, aux termes duquel les Etats parties s'engagent à accepter et à exécuter conformément à la Charte des Nations Unies les décisions prises par le Conseil de sécurité ayant pour but de prévenir, d'éliminer et de réprimer le crime d'apartheid, ainsi qu'à concourir à l'exécution des décisions adoptées par d'autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies en vue d'atteindre les objectifs de la Convention

Le Pérou est partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi qu'à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Conformément à sa politique de plein respect des droits et libertés fondamentales, sans distinction fondée sur la race, le sexe, les convictions religieuses ou les opinions politiques, le Pérou a reconnu la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et a fait en conséquence la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

L'article 88 de la Constitution stipule que "l'Etat rejette l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes. Il est solidaire des peuples opprimés du monde".

Etant donné qu'il rejette catégoriquement toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, le Pérou a toujours appuyé les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales dans le but d'éliminer l'apartheid. Il appuie également les accords relatifs au Programme d'action contre l'apartheid.

En outre, le Pérou est membre du Comité spécial contre l'apartheid et participe activement aux travaux du Comité visant à obtenir l'élimination de ce système archaïque, qui porte atteinte à la dignité humaine. De même, il a participé aux deux Conférences mondiales de lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Il convient en outre de signaler ce qui suit :

1. Le Pérou n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, que ce soit dans le domaine politique, culturel, sportif, commercial ou culturel, et il n'existe en conséquence aucun accord de quelque type que ce soit entre les deux pays.
2. Le Gouvernement péruvien n'effectue aucun investissement en Afrique du Sud et n'accorde ni garantie de crédit, ni autorisation, aux entreprises privées qui souhaiteraient investir en Afrique du Sud.
3. Il n'existe aucun courant d'émigration de citoyens péruviens vers l'Afrique du Sud.
4. Au Pérou, le tourisme en Afrique du Sud n'est ni encouragé, ni facilité.
5. Etant donné sa propre situation, le Pérou est dans l'impossibilité d'accorder une aide économique aux pays africains, mais le Gouvernement péruvien reste toujours attentif aux problèmes des pays africains qui sont dans l'obligation d'entretenir des liens avec l'Afrique du Sud.

6. Le Pérou ne reconnaît pas les "bantoustans" et n'y effectue aucun investissement.
7. Le Pérou appuie les efforts des mouvements de libération et des travailleurs appartenant à la majorité noire qui luttent pour le respect des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie. Il n'encourage pas pour autant l'usage de la violence.
8. Il n'existe au Pérou aucun obstacle empêchant les syndicats de participer à des manifestations de solidarité avec les travailleurs qui luttent contre l'apartheid.
 - a) Les Etats parties doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de signaler dans leurs rapports périodiques les personnes, organisations, institutions et représentants d'Etat qui sont présumés responsables des crimes énumérés à l'article II de la Convention, ainsi que les personnes contre lesquelles des poursuites judiciaires ont été engagées par les Etats parties à la Convention
 - b) Les rapports doivent faire état, le cas échéant, des décisions des tribunaux compétents de l'Etat partie concernant les cas visés à l'article XI de la Convention

Il ne s'est produit au Pérou aucun cas relevant des deux points mentionnés ci-dessus. L'article 22 de la Constitution stipule que les dispositions de la Constitution et les questions relatives aux droits de l'homme doivent faire l'objet d'un enseignement régulier dans les centres civils et militaires à tous les niveaux.

Afin d'exposer plus clairement la position qu'il a toujours maintenue dans les instances internationales en ce qui concerne le problème de l'apartheid, le Gouvernement péruvien joint à la présente réponse le texte du discours prononcé le 10 juin 1985 par le Premier Ministre et Ministre des relations extérieures du Pérou à la session extraordinaire du Conseil de sécurité sur la question de la Namibie */.

*/ Le texte du discours figure dans le document S/PV.2583 du Conseil de sécurité; les versions anglaise, espagnole et française sont à la disposition des membres du Groupe des Trois aux archives du secrétariat.